BULLETIN ŒCUMENIQUE



N° 2 / MARS 1990
PARAIT 8 FOIS PAR AN



Quand devient-on «un bon Suisse»?

Jean Ziegler, dans son dernier livre, «La Suisse lave plus blanc», s'indigne à nouveau des méfaits de certaines banques helvétiques.

Je lui donne pleinement raison, car notre pays, trop souvent endormi dans sa prospérité économique a besoin de prophètes pour crier le scandaleux trafic de l'argent sale à la face du monde.

Pourtant, des habitants de chez nous, oubliant d'examiner le fonds de la question posée, s'en prennent seulement au bouillant Conseiller national genevois pour ironiser sur certains détails insignifiants.

D'autres trouvent dommage qu'il ait lancé son livre depuis la France voisine! «Ça sent le mauvais suisse qui salit son pays!» ai-je entendu dans la rue. Ce genre de reproches n'est pas nouveau. Beaucoup de journaux brésiliens, alors aux ordres de la dictature militaire, titraient déjà: «Dom Helder Camara: Un mauvais citoyen brésilien!». Son crime: il avait dénoncé la torture que pratiquait le régime, devant 5000 personnes à Paris...

Pour dénoncer les turpitudes bancaires, il faut savoir choisir l'endroit où des faits vérifiés auront une chance plus grande d'être répercutés partout dans le monde.

Jean Ziegler a sans doute quelques défauts. On peut apprécier ou non son caractère. Mais dire qu'il est mauvais patriote parce qu'il débusque le crime dans certaines sphères financières de notre pays, c'est proprement ridicule.

Aimer son pays, c'est le vouloir plus propre!

Aimer son pays, c'est exiger de nos autorités que l'on rende enfin aux peuples des Philippines, de Panama, du Zaïre, d'Haïti, de Roumanie, les milliards de francs qu'ont déposé, en toute quiétude, les Marcos, Noriega, Mobutu, Duvalier et autres Ceaucescu!

Jean Ziegler n'est pas seulement un polémiste redoutable, mais avant tout un homme de coeur. Je peux témoigner, que loin de toute publicité, en pleine campagne du Nord-Est brésilien, il sait s'émouvoir de la souffrance d'un enfant ou d'un couple écrasé par la misère.

En écrivant son livre, c'est d'abord à toutes les victimes de la drogue et de l'oppression qu'il pensait.

Bernard Bavaud



Le balcon

Les premiers souvenirs de «la vie extérieure» que j'ai gardés sont grillagés. Je m'explique, je les revois à travers les grilles de mon balcon.

Je plongeais, depuis le troisième étage, dans la vie de la rue. Notre maison était placée en face d'une caserne de soldats, les vrais de vrais: l'infanterie!

Tous les matins j'entendais les sonneries, je courrais au balcon pour les voir se précipiter devant leur caserne, où il y avait une belle esplanade, pour faire leurs exercices. Les premiers mots que j'ai prononcés c'étaient: un-deux, un-deux! Maman était déçue, moi je trouvais marrant de chanter: heu-deu, heu-deu... avec 200 autres personnes.

Quand il ne se passait rien avec les soldats, il y avait tant d'autres personnages que je voyais passer à travers les branches des géraniums rouges que ma maman bichonnait.

Régulièrement on entendait... l'acheteur de peaux de lapins, l'aiguiseur de couteaux et ciseaux, le vendeur de figues, le réparateur de parapluies, et le vendeur de cacahuètes, sucettes, bonbons et mille autres merveilles.

On avait encore la joie d'admirer une voiture qui montait la rue... en l'entendant venir de loin, on sortait vite au balcon contempler l'engin!

En grandissant, le balcon devint le lieu de rendez-vous des copains de la maison. Le soir après souper, les enfants sortions aux balcons pour nous parler.

Nous avons rêvé tout notre avenir, avons envisagé tout ce que nous serions: trapézistes, pompiers, pionniers au Canada, découvreurs de nouveaux mondes, hommes et femmes amoureux... aussi...

La pénombre de nos balcons, la distance d'un balcon à l'autre, permettaient à nos chuchotements de libérer toutes nos fantaisies. Ce que nous nous disions ces soirs-là, nous ne l'avons jamais répété à d'autres.

Avec les années nos balcons se sont vidés. La télévision a permis de découvrir plus que le balcon ne nous avait jamais montré, le bruit des voitures est devenu trop puissant pour entendre «une» voiture. Les enfants ne sont plus des enfants, nous sommes tous des grands-parents... et la vie nous a semé un peu partout.

J'ai repensé à mon balcon en regardant d'autres balcons, ceux de Beyrouth.

triste un balcon détruit aux grillages tordus pendant dans le vide. Il n'y a pas de géraniums sur les balcons de Beyrouth, et les enfants n'ont pas le temps de voir défiler la vie au pied de leurs balcons, car ils passent leurs journées au fond des caves, terrés comme des rats.

La guerre au Liban ne dure que parce que des entreprises gagnent de l'argent en vendant des armes. Les mêmes hypocrites qui dénoncent scandalisés cette guerre sans queue ni tête continuent à vendre le matériel militaire qui décapite la jeunesse (chrétienne ou non) de tout un pays.

Cela dure depuis trop longtemps. Ces balcons, il y a trop longtemps qu'ils ne servent plus à leur usage



Un balcon est fait pour apporter aux gens qui sont dedans la lumière du dehors, il permet de faire pousser des fleurs en rêvant d'un jardin. Un balcon est la fantaisie de la maison. Le lieu où les enfants des villes peuvent jouer en été, et on y pique-nique en rêvant aux vacances, dès les premiers jours de beau temps.

Les balcons de Beyrouth... ce n'est pas du tout la même chose. C'est

premier. La photo d'un balcon sans barrières, avec des rideaux déchirés flottant au vent, me fait mal. Ce balcon a vu des enfants s'émerveiller en regardant la rue, des jeunes filles guetter l'arrivée de leur amoureux... Où sont passés ces enfants, ces jeunes gens?

Les balcons de Beyrouth sont à l'image de la folie des hommes, des trous noirs dans la vie des gens.

Régina Mustieles



S'afficher...

Evénement dans le village
Le marginal a été malmené
A tel point que sa vie est en danger.
On discute dur dans les bistrots
Dans les chaumières
Mais le SILENCE semble être de règle.

Dans une grande famille
L'un des membres signale
Que quant à lui il va afficher
A la laiterie, par écrit,
Sa désapprobation
Il ne peut pas laisser faire.

Réactions...
Menaces...
Jamais notre famille n'a pris position
C'est pour cela que nous avons notre place.
Rien n'y a fait,
Il va afficher sa position.

Et les représailles...
Tu y penses...?

Deux autres membres de la famille
Lui ont dit qu'eux aussi ils signeront
Et puis des cousins et des amis
Se sont joints...
Certains en ayant très peur des représailles...

Il y en a qui se sont ralliés
Pour faire tomber les interdits
Il y en a qui se sont ralliés
Heureux que quelqu'un ait pris l'initiative.
Il y en a qui se sont ralliés
Parce que quand on est beaucoup
«ON» ne peut pas nous liquider comme ça...

Celui qu'on n'attendait pas est aussi venu
En disant,
Si vous ne l'aviez pas fait,
Je n'aurais pas pu le faire.
Mais maintenant j'aurais mal à l'estomac.

Le papier portant de nombreuses signatures
Affiché près de la laiterie,
A fait beaucoup de bruit...
Il y a eu quelques réactions désagréables
Pour un ou deux signataires.

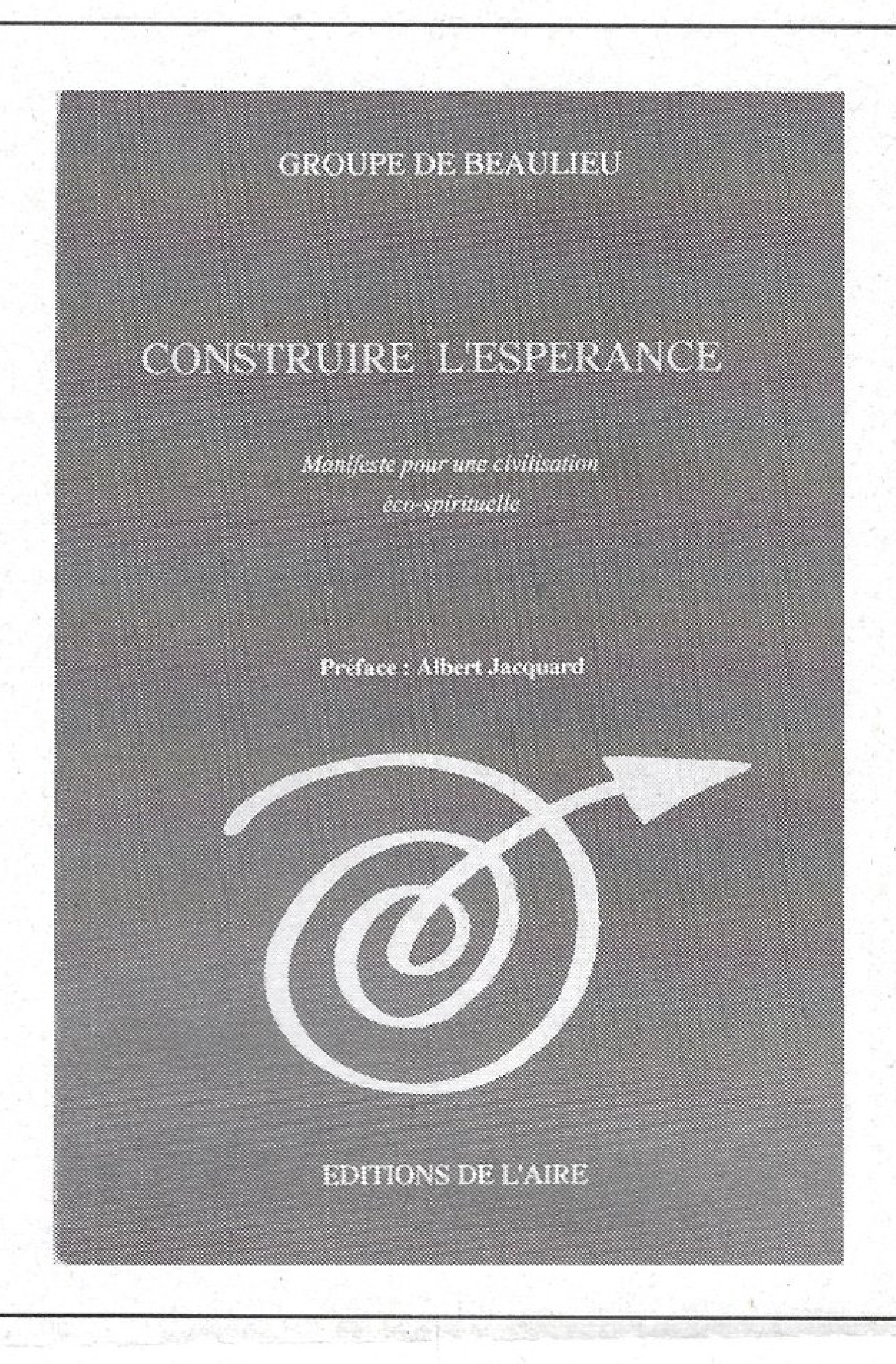
La famille est encore sous le coup
De l'événement,
Mais les rôles de pouvoir ont changés
Il y aurait presque plus de respect...

L'initiateur «IL»
Il se dit que finalement,
Si l'on va au bout de ses sentiments...

On n'est pas si seul...

Gilbert Zbären







Construire l'Espérance

Construire l'Espérance part d'une analyse sans complaisance de l'état actuel de l'humanité et de la biosphère, en décrit les causes profondes.

L'ouvrage devient «Manifeste» en proposant un projet de société humaine basé sur une nouvelle philosophie éco-spirituelle. Il ne propose aucune solution de facilité, mais une double démarche: celle, intérieure, qui restructure l'individu par une pratique journalière du silence et lui donne l'assise et la force nécessaires au deuxième effort, politique celui-là.

Le Groupe de Beaulieu présente ici le résultat de ses réflexions et expériences. C'est un message d'espoir et un appel à la création d'un mouvement international et interculturel rassemblant les personnes intéressées par un avenir porteur d'Espérance. L'être humain dispose d'un potentiel de croissance intérieure sous-exploité. L'épanouissement de cette richesse non matérielle incombe à tous. Seul un être intérieurement riche peut choisir volontairement la simplicité matérielle et la générosité à l'égard des autres et de la vie. Alors demain peut devenir, selon l'expression d'Albert Jacquard dans la préface, «une aurore de sourires et d'espoirs».

Elisabeth Albert Paul Gil

Le Groupe de Beaulieu fut créé en 1985. Ses huit membres sont engagés à divers titres dans la coopération ou l'éducation au développement. Cette préoccupation les a conduits à voir la problématique sous un angle global et planétaire et à rechercher son issue au niveau essentiel, philosophique et spirituel. Une démarche individuelle et politique à la fois.

Göpf Thomas Françoise Pierre

Construire l'espérance

Où allons-nous? Dans les sociétés industrialisées, l'homme galvaude et pollue la nature car il n'en a plus peur. En quarante ans, son salaire a triplé, son temps libre également. Sa culture et ses droits ont progressé. La révolution technologique et scientifique ouvre des espaces insoupçonnés. Pourtant, l'environnement se dégrade, des espèces disparaissent, la déforestation et la désertification s'accentuent. La misère, la faim et le chômage étendent leurs tentacules cependant que le fossé Nord-Sud s'élargit. La dette, l'urbanisation asphyxiante, le surarmement rongent et détruisent en vrais cancers modernes.

La coopération au développement rechigne à se débarrasser de sa technologie et de son ethnocentrisme occidentaux.

La survie de l'humanité n'est plus assurée. Le faible comme le fort peut détruire l'adversaire. L'avoir et le savoir étouffent l'être et la sagesse.

Notre société amplifie les insatisfactions, les déviations, les égoïsmes et l'agressivité. Le temps de la rupture est proche. A moins que les hommes ne réorientent, c'est-à-dire retrouvent un substrat spirituel.

Le renouveau ne viendra pas des parlements, ni d'en haut, mais surtout à partir d'une large sensibilisation des bases. Aussi le temps est-il venu de mobiliser en chacun l'être créateur, l'être de raison, l'être de passion, l'être éthique, pour corriger ce monde raté et recommencer une société plus humaine.

Les expériences vécues outre-mer par les membres du groupe de Beaulieu les ont amenés à se poser des questions sur le sens de la société humaine, sur l'ancrage intérieur indispensable à tout changement individuel ou collectif.

D'où ce réalisme optimiste qui les anime et les amène à formuler des propositions concrètes pour: de nouveaux styles de vie, une réorientation de l'alimentation et de l'agriculture, un sens éco-social au bulletin de vote, une vigueur créatrice aux mouvements associatifs, une vitalité repensée aux politiciens, juristes, économistes, scientifiques, médecins, architectes, paysans, tiers mondistes, femmes et jeunes, etc. Un ordre extérieur social équilibré ne saurait être construit sur le désordre intérieur. Les auteurs en appellent à l'émergence d'une société éco-spirituelle, afin que demain devienne, selon l'expression d'Albert Jacquard dans la préface, «une aurore de sourires et d'espoirs».

Construire l'espérance: Manifeste pour une civilisation éco-spirituelle; par le Groupe de Beaulieu; préface d'Albert Jacquard; éditions de l'Aïre, Lausanne.

Adresse du Groupe de Beaulieu:

Case postale 5401
3001 Berne



Domaine Public 15 février 1990

Dialogue Nord - Nord Et le Sud ?

L'heure est à la grande maison européenne, de l'Atlantique à l'Oural. A plusieurs ou séparément, les pays de l'ouest se tournent vers ceux de l'est du continent, où affluent les fonds, les investissements, les conseils, les aides de toutes natures. Presque une surenchère, Gorbi superstar, attendrissement général autour du berceau des démocraties (re)naissantes, espoirs en matière de rendement et de désarmement, voire élan en faveur des nationalismes qui menacent l'URSS d'implosion et toute l'Europe orientale de troubles durables.

Sur le plan économique et financier, le grand mouvement qui s'amorce, dans un certain désordre malgré l'officieuse direction allemande, signale une réorientation à 90 degrés des courants d'échange et surtout de l'aide, y compris au départ de la Suisse.

Cette réorientation est sujet d'étonnement et d'inquiétude.

Il faut d'abord s'émerveiller de la rapidité avec laquelle de nouvelles formes de coopération se mettent en place, dans les esprits comme dans la réalité des faits. Il y a plus d'un an à peine, quand paraissait ici même l'idée d'un Plan Marshall pour l'est (Plan Michael, DP 933/22.12.88), elle faisait grincer des dents. En mars et même en septembre dernier encore, le Conseil fédéral se montrait réticent, particulièrement à l'égard de mesures multilatérales. Maintenant, après avoir débloqué 5 millions pour l'aide alimentaire à la Pologne au début octobre 1989, puis avancé à la mi-janvier 30 millions de dollars au fonds de stabilisation pour cette même Pologne, le Conseil fédéral demande aux Chambres 250 millions pour« le renforcement de la coopération avec des Etats de l'Europe de l'Est». Parallèlement, l'opinion publique suisse, traditionnellement méfiante à l'égard des pays «socialistes», évoluait en leur faveur. Bref, l'heure européenne a sonné, d'un bout à l'autre du continent, du Nord au Nord.

Mais cette évolution a aussi de quoi inquiéter, dans le Sud s'entend. L'Afrique en particulier se sent dangereusement menacée par l'ouverture à l'Est, et par le potentiel de développement qu'elle suppose à plus ou moins long terme. De fait, l'attention des occidentaux se trouve actuellement polarisée par l'évolution en Europe orientale, ce qui entraîne forcément une certaine marginalisation du Sud. Tout se passe comme si l'aide était contingentée, globalement limitée. Ce que reçoivent les uns, les autres s'en trouvent privés.

Même chose en Suisse. On ne peut se méprendre sur les arrière-pensées de ceux qui ont toujours eu la coopération technique dans le collimateur. Jamais convaincus de l'efficacité de l'aide au tiers monde, ils trouvent dans la situation actuelle un alibi magnifique pour réclamer un détournement des moyens en principe réservés aux pays en voie de développement. Ainsi, l'aide consentie à la Pologne se trouve en concurrence directe avec des mesures analogues en faveur des pays subsahariens. Et tous ne résistent pas à la tentation de prélever les 250 millions précités sur le crédit cadre pluriannuel de la coopération technique et de l'aide humanitaire. Cette tendance — faire profiter des blancs, n'est-ce pas — est particulièrement sensible chez certains radicaux alémaniques, qui réclament même davantage d'engagement vis-à-vis des pays de l'Est. Pour ne rien dire de l'opération «Est-R» (R comme Roumanie, Radical et Récupération) par laquelle «les radicaux résolument» s'engagent pour la cause de la démocratie dans le pays de l'ex- Conducator.

A l'ère de la communication instantanée à l'échelle de la planète, il est exclu d'imaginer que les mieux lotis peuvent s'abstenir égoïstement de partager une partie de leurs richesses pour réduire les écarts, ou au moins pour éviter qu'ils se creusent encore. En clair: le rapprochement Nord-Nord ne peut se faire au détriment du dialogue Nord-Sud. Coûte que coûte.

YJ



Converti ?

«*L'Actualité religieuse dans le monde*», 15 février 1990

On dit que vous êtes converti. Si c'est vrai, avez-vous vécu le moment mystique qui, selon vos lettres de prison, est nécessaire à la conversion ?

— **Vaclav Havel.** Je ne sais pas dans quelle mesure je me suis converti, cela dépend de ce que vous voulez dire par ce mot. D'après le sens que je lui donne, je dois répondre par la négative. Je ne suis pas devenu catholique pratiquant, je ne vais pas régulièrement à l'église, depuis mon enfance je ne me confesse pas (dans le sens institutionnel du mot), je ne prie pas et quand j'entre dans une église, je ne fais pas le signe de la croix. En prison je participais aux messes clandestines mais je ne communiais pas. Cependant, je crois depuis toujours qu'il y a un mystère de la vie, que les choses ont un sens, qu'il y a une autorité morale, que l'Univers obéit à un ordre — qu'il n'est donc pas un simple amas de hasards improbables.

Dans ma propre vie, j'aspire à quelque chose qui me dépasse, qui va au-delà de l'horizon de mon existence et je pense que tout ce que je fais touche d'une façon ou d'une autre à l'éternité. Ce n'est qu'en prison que j'ai commencé à y réfléchir, j'essayais de l'analyser et de le décrire. Mais cela ne signifie pas que je me sois converti — car la conversion est avant tout un changement. Il se peut que je comprenne mieux aujourd'hui mes amis catholiques ou protestants (je les fréquente plus, ce qui fait peut-être dire aux autres que je me suis converti). Cependant, si je comprends bien le sens d'une réelle conversion, il me faudrait remplacer un « quelque chose » vague par Dieu, dans toute son évidence ; il me faudrait accepter pleinement le Christ en tant que Fils de Dieu et la liturgie qui en résulte. Et je n'ai pas fait ce pas-là. Je ne suis d'ailleurs pas sûr qu'une « révélation mystique » soit indispensable. Certains de mes amis croyants me disent qu'ils ne sont pas passés par là et qu'ils n'en avaient pas besoin pour leur foi. Quoi qu'il en soit, je ne me considère comme « croyant » que dans le sens utilisé dans mes lettres.

Je pense que la vie et l'univers n'existent pas seulement « en soi » ; selon moi, rien ne disparaît à jamais, nos actes non plus, et ainsi j'explique ma conviction que dans la vie, il faut tenter autre chose que ce qui vous rapporte du profit immédiat. Cette conception de la foi est évidemment trop large, et simplement l'admettre ne signifie pas automatiquement devenir chrétien et croyant. Il serait irresponsable de le considérer ainsi (d'ailleurs même les théologiens les plus progressistes ne le font pas, je crois). Je peux adhérer à la morale chrétienne (ce qui, j'avoue, ne me réussit pas toujours) sans pour autant être chrétien. Bref, je peux considérer le Christ comme Fils de Dieu dans le sens métaphorique du mot (en tant qu'archétype de l'homme), mais pas dans le sens profond, comme c'est le cas des croyants. ■

Extrait de Interrogatoire à distance, *p. 153-154, éditions de L'Aube, 1989.*

Tiré de SOEPI (Service Oecuménique de Presse et d'Information) No 6/1990:

La pollution par les transports aériens

Genève – L'aviation n'est pas «au-dessus de tout soupçon», comme le silence qui entoure ses effets polluants pourrait le laisser entendre. Quand nous prenons l'avion, nous contribuons d'une certaine manière à élargir le trou d'ozone et à accroître l'«effet de serre».

Les informations fournies par Greenpeace, par l'Association suisse des transports (AST) et par la Ligue suisse pour la protection de la nature (LSPN) concordent: les vols aériens favorisent la catastrophe climatique, en émettant quantité de gaz nocifs; 18,5% de l'ensemble des carburants en Suisse, 7,5% en République fédérale d'Allemagne, 11% dans le Marché commun sont consommés par les avions. L'aviation répand au-dessus de la Suisse 926 tonnes de carbure d'hydrogène, 5917 d'oxydes d'azote, 298 tonnes de dioxyde de soufre, sans compter une tonne de dioxyde de carbone.

La circulation aérienne se déroule jusqu'à une altitude de 13000 m Contrairement à la surface du sol, où ils sont lavés par les pluies et absorbés, les oxydes d'azote à haute altitude ont une durée de vie jusqu'à une année et sont d'autant plus nocifs (sans parler du Concorde qui croise à 18000 m. et devrait être interdit sans tarder). Ils détruisent l'ozone, de sorte que la protection contre les rayons ultra-violets diminue, ce qui fait augmenter les cancers de la peau, les dommages aux forêts et aux cultures.

A l'atterrissage-décollage, un gros «jet» émet autant de gaz nocifs qu'une voiture sans catalyseur pour parcourir 35500 km. Malgré cela, en moyenne, le voyageur aérien consomme «seulement» 7-8 litres de kérosène par 100 km. Quant aux chemins de fer, ils utilisent 20 à 50 fois moins d'énergie.

Par un étrange paradoxe, ce sont les moyens de transport les plus polluants qui sont les plus subventionnés. Pour la route, c'est bien connu. Pour les transports aériens, c'est moins connu. Le carburant pour toutes les lignes internationales est franc d'impôts et de douane! En Suisse, il revient ainsi à 0,25 franc le litre. Un manque à gagner de 600 millions de francs par année pour la Confédération... On doit y ajouter les subventions à la construction, à l'agrandissement constant des aéroports.

La circulation aérienne est celle qui croît le plus rapidement: les compagnies aériennes comptent doubler le volume des voyageurs et du fret d'ici 1999. Elles ont commandé 3000 nouveaux appareils. Or en 1988 on comptait déjà plus d'un milliard de passagers dans le monde. On comprend que les installations et le personnel de guidage soient saturés: dans le monde, 330000 heures de vol ont été perdues à attendre l'atterrissage en 1988.

Le bruit émis par les avions de construction récente est moindre, mais la densité croissante du trafic entraîne plus de nuisances. Aux heures de pointe, un avion atterrit ou décolle chaque minute des grands aéroports.

Les autorités de l'Europe des douze sont inconscientes: s'inspirant de l'exemple des Etats-Unis, elles proposent de lever la plupart des restrictions à la concurrence entre les compagnies aériennes.

Que diront les délégués à Séoul *(voir article page 7)* de tout cela, eux qui sont chargés de sauvegarder la création?



Tiré de SOEPI (Service Oecuménique de Presse et d'Information) No 6/1990:

Séoul: 1000 participants attendus pour le rassemblement mondial JPSC

Genève – Au siège du Conseil oecuménique des Eglises (COE) à Genève et à celui du Conseil national des Eglises de Corée à Séoul, on procède fébrilement aux derniers préparatifs du Rassemblement oecuménique mondial sur la justice, la paix et la sauvegarde de la création (JPSC) qui va avoir lieu du 5 au 12 mars. La question des visas pour les participants dont le pays de provenance n'entretient pas de relations diplomatiques avec la République de Corée n'est pas réglée. On doute que les délégués de la République populaire démocratique de Corée reçoivent leur visa de sortie.

On attend dans la salle d'haltérophilie du Village olympique de Séoul, où se dérouleront les travaux du Rassemblement, plus de 1000 participants en tout: 500 délégués avec le droit de vote, dont 300 représentant les 307 Eglises membres du COE, 20 consulteurs catholiques romains, des invités, des conseillers, ainsi que des représentants d'autres religions, sans compter quelque 200 journalistes et le personnel du COE.

Les orateurs prévus au programme sont Frank Chikane, secrétaire général du Conseil des Eglises d'Afrique du Sud (SACC), Mme Marga Bührig, une des présidentes du COE et la présidente du groupe préparatoire JPSC, Zora Azirou, Anne Pattel-Gray, Naoko Iyori, Felix Sugirthataj, Barbara Harris, Richard F. Celeste, C.F. von Weizsäcker, Devaki Jain, José Lutzenberger, le cardinal Kim, Preman Niles, Kwok Pui Lan, Werner Fuchs, Birgit Dibbert, le métropolite Audeh, Jim Wallis, l'archevèque Cyrille, et le pasteur Emilio Castro, secrétaire général du COE.

La tâche du Rassemblement ne consiste pas tellement à modifier de fond en comble le projet de document (50 p.) qui lui est soumis, qu'à préciser les actes d'engagement dans les trois domaines de la dette extérieure, de la démilitarisation et des mesures propres à abolir les causes de l'effet de serre, a déclaré la présidente Marga Bührig.

Séoul représente un sommet dans le processus conciliaire JPSC proposé d'abord en 1982 par les Eglises protestantes de la République démocratique allemande, puis décidé par la VIe Assemblée du COE à Vancouver en 1983. Ses résultats seront repris par la VIIe Assemblée du COE à Canberra en 1991.

Le COE a invité l'Eglise catholique romaine à être co-invitante du Rassemblement, ce qu'elle a décliné en décembre 1987. Puis le Comité central du COE a ouvert en 1988 la voie à la participation de 50 délégués catholiques avec droit de vote. Cette deuxième proposition a été repoussée en 1989, mais le Vatican enverra 20 consulteurs à Séoul.

Philippines: quand les pauvres en sont réduits à manger les restes

Manille – A une époque où manger au restaurant devient un luxe inabordable, les habitants pauvres de la zone de l'ancien Département des services (DPS-Commission métropolitaine de Manille) peuvent se vanter de ne manger que le meilleur. La majorité d'entre eux ramassent les ordures et récupèrent les restes de nourriture jetés par les restaurants et les hôtels, ce qu'on appelle le «pagpag».

Le DPS, près du stade Ninoy Aquino, à côté de l'hìotel Sheraton de Vito Cruz, compte quelque 200 familles. Presque tous survivent en mangeant les restes des hôtels (le groupe du DPS n'est qu'une de ces innombrables communautés pauvres de Manille dont la population se chiffre par millions).

Jusqu'à présent on n'a enregistré aucune mort de personnes qui auraient mangé ces restes mais la majorité des maladies répandues dans la communauté – tuberculose et autres maladies respiratoires – ont certainement comme cause ce dur labeur de ramassage d'ordures. Adelina Carballo, âgée de 55 ans, gérante d'un petit magasin, reconnaît vivre de ces restes depuis 12 ans. Au début, elle ne pouvait toucher à cette nourriture que son mari ramenait, parce qu'elle la considérait comme ordure, nourriture pour cochons, mais après avoir goûté ces restes, elle s'y est habituée et a continué de s'en nourrir. Tous les membres de sa famille, y compris ses cinq enfants, sont amateurs de ce «pagpag». Il est d'usage de ramener les restes à la maison, de les secouer pour en éliminer la saleté et de les manger ainsi ou encore de les faire bouillir pendant une heure ou plus pour préparer un autre plat. (News and Features).



1989, année de la jeunesse

Et si l'on désignait l'année 1989 «Année de la Jeunesse»? Oui, je sais, il y en a eu une tout récemment. Mais il s'agissait alors d'une année «pour» la jeunesse. Avec ce que cela peut supposer d'authentiques préoccupations mais aussi avec son lot de démagogie et de récupérations économiques et politiques.

Je veux parler d'une année «par» la jeunesse, c'est bien différent. De



l'Allemagne de l'Est à la Roumanie en passant par la Tchécoslovaquie, c'est en grande partie à des jeunes que l'on doit ce chambardement de l'Europe. La remise du prix «Jan Palach» aux étudiants tchécoslovaques, le 16 janvier dernier, en est la confirmation.

C'est d'autant plus surprenant, si l'on prend l'exemple de la Tchécoslovaquie, que ces jeunes, personne ne les savait politisés. Même chez les dissidents signataires de la «Charte 77», «régnait l'idée désespérante que les enfants de la Nomenklatura ne pensaient ni à la démocratie, ni à résister contre l'asservissement, mais briguaient simplement l'entrée à l'université au prix de questionnaires politiques, soumis aux diktats du conformisme, souscrivant au mensonge». J'emprunte ces lignes à André Glucksmann. Dans le même article, il parle de la rencontre d'une dissidente de vieille date, Aléna, avec les étudiants, en des termes bouleversants: Devant elle un parterre de gars et de filles passionnés qui l'ont bombardée de questions sur la Charte 77, la résistance, les interrogatoires, etc... Elle n'en revenait pas et ajoute: «Triste à dire: je connaissais mieux les policiers qui m'arrêtaient que les étudiants de Prague.»

Ces étudiants, ils ont étonné non seulement par leur détermination mais aussi par leur efficacité. Notamment par la rapidité à faire circuler l'information. Lorsque le 17 novembre la police s'est mise à cogner sauvagement, les jeunes ont mis en place immédiatement un «maillage» inédit: cafés, piscines, théâtres... alors que les forces de l'ordre du Parti surveillaient les usines et la télévision.

Pas si facile de décoder les moyens de résistance choisis par les jeunes! Lorsque chaque année, ils se retrouvaient à plusieurs milliers pour célébrer la mémoire de John Lennon, pas aisé d'y voir une forme de lutte! C'est pourtant de cela qu'il s'agissait.

Ma question: n'y aurait-il pas, chez les jeunes de Suisse romande aussi, des nappes souterraines de résistance à une société qui met la consommation universelle au centre de tout? Et, si oui, n'y a-t-il pas à faire oeuvre de sourcier? Avec ce que cela suppose de flair et, plus encore, de chaleureuse confiance?

Certes, l'âge indiqué sur le passeport ne suffit pas à délimiter les jeunes des vieux. (Pour convoquer un Concile et oser exposer l'Eglise catholique aux courants d'air en ouvrant portes et fenêtres, il fallait que Jean XXIII fût terriblement jeune malgré ses... 79 ans.) La jeunesse, je le crois, tient surtout à l'accueil qu'une personne accorde au Souffle qui l'habite.

Mais ce propos, rassurant lorsque les années viennent, ne doit pas nous faire oublier une évidence: Si les aînés peuvent être jeunes, les jeunes le sont! Et cela, Dieu le sait bien, lui qui leur fait une immense confiance. Cela se vérifie dans l'histoire des Eglises mais d'abord dans la Bible. Quelle âge avait-elle, cette fille de Nazareth à qui il est demandé d'être la mère du Christ? Seize ans peut-être.

André Fol

Les brigades de paix internationales (PBI)

L'idée d'interventions non-violentes pour la paix dans des zones de conflits n'est pas nouvelle; mais elle est devenue une question de survie dans une époque où plane la menace d'une destruction totale par les armes atomiques. Comment venir à bout de l'injustice, de la répression brutale et de la violence guerrière? Comment intervenir dès aujourd'hui de manière non-violente dans les régions de tensions aiguës? Quelle alternative pouvons-nous opposer au réarmement militaire et à l'intimidation? Le projet des Brigades de Paix Internationales est une tentative de faire passer cette idée dans la réalité des faits.

Un dossier préparé par Marlyse Gehret

Historique

Des non-violents, venant de différents pays et de diverses organisations pour la paix, se sont rencontrés au Canada en 1981, puis en Hollande l'année suivante, afin d'élaborer des propositions d'intervention d'équipes internationales de volontaires non-violents dans des foyers de tensions aiguës tels que l'Amérique centrale, le Proche-Orient, le Sri Lanka: ces équipes auraient pour objectif de déclencher un véritable processus de paix.



Quelques fondateurs (de gauche à droite): Jaime Diaz, Colombie Devi Prasad, Inde Michael Harbottle, Angleterre Piet Dijkstra, Hollande Julio Quan, Guatemala Sulak Sivaraksa, Thaïlande Ueli Wildberger, Suisse George Willoughby, USA Narayan Desai, Inde.

Concept

Les PBI envisagent leur rôle dans un conflit comme celui d'une troisième force entre les parties qui s'affrontent. Elles doivent intervenir en tant que groupe international non partisan: créer des contacts et des liens entre les adversaires, fonctionner comme témoins en rendant publics les faits de manière impartiale, susciter des négociations et une conciliation, et parfois même s'interposer entre les parties, comme «tampon» ou comme protection contre les représailles.

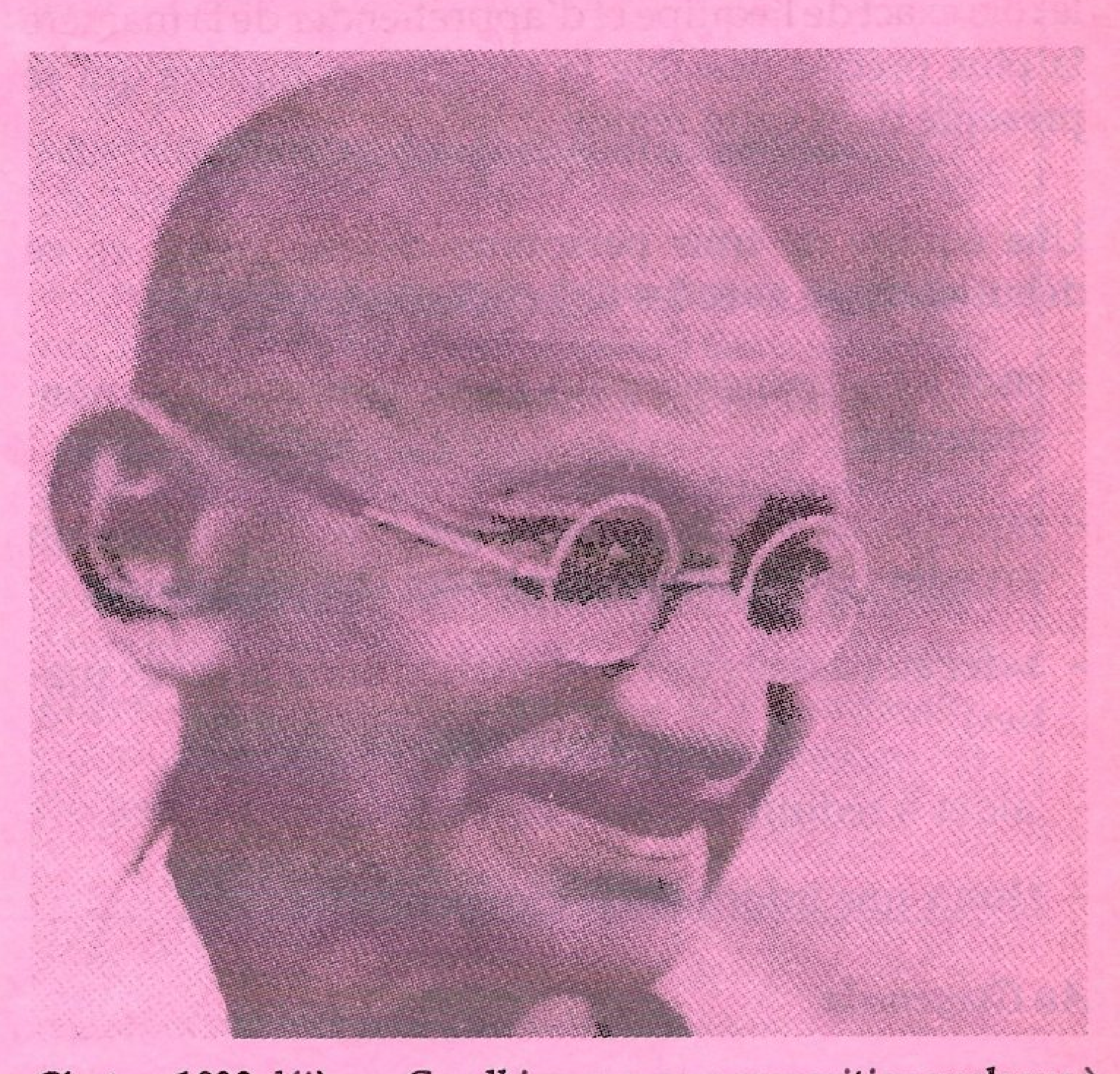
Que font actuellement les PBI ?

Au Sri Lanka

Une équipe de trois personnes vit à Colombo depuis le mois d'octobre 1989, suite à une invitation, celle de l'association des avocats du Sri Lanka.

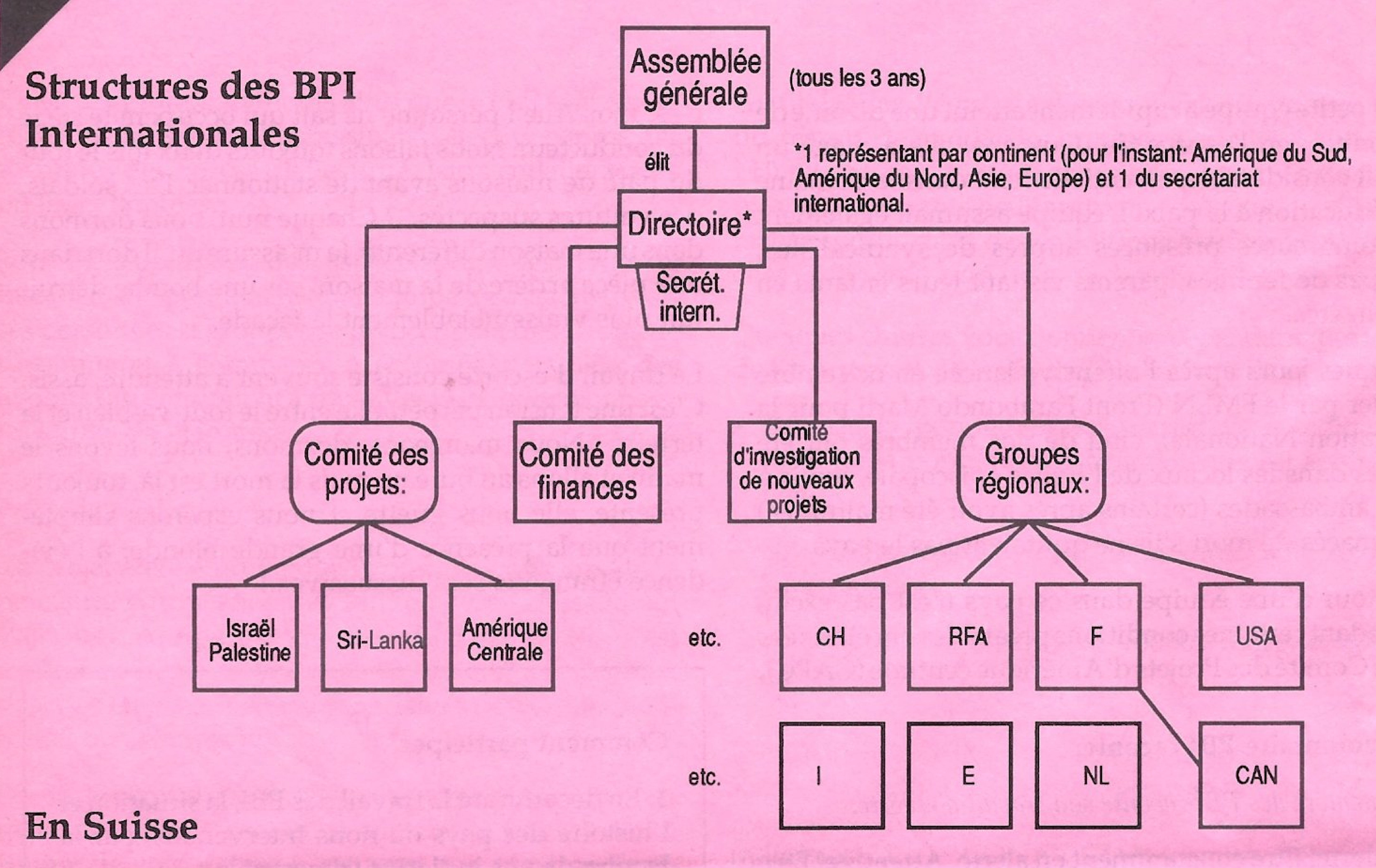
Une équipe exploratrice s'y était rendue en septembre, durant une quinzaine de jours, dans le but d'établir les premiers contacts et de juger si la réalisation de ce projet était possible.

Au nord de l'île, la majorité cingalaise s'affronte à la minorité tamoul; au sud, le Front de Libération Populaire, qui possède une fraction armée, s'oppose au gouvernement et à l'intervention indienne au Sri Lanka. La répression du gouvernement d'une part et de l'armée indienne de l'autre, est brutale.

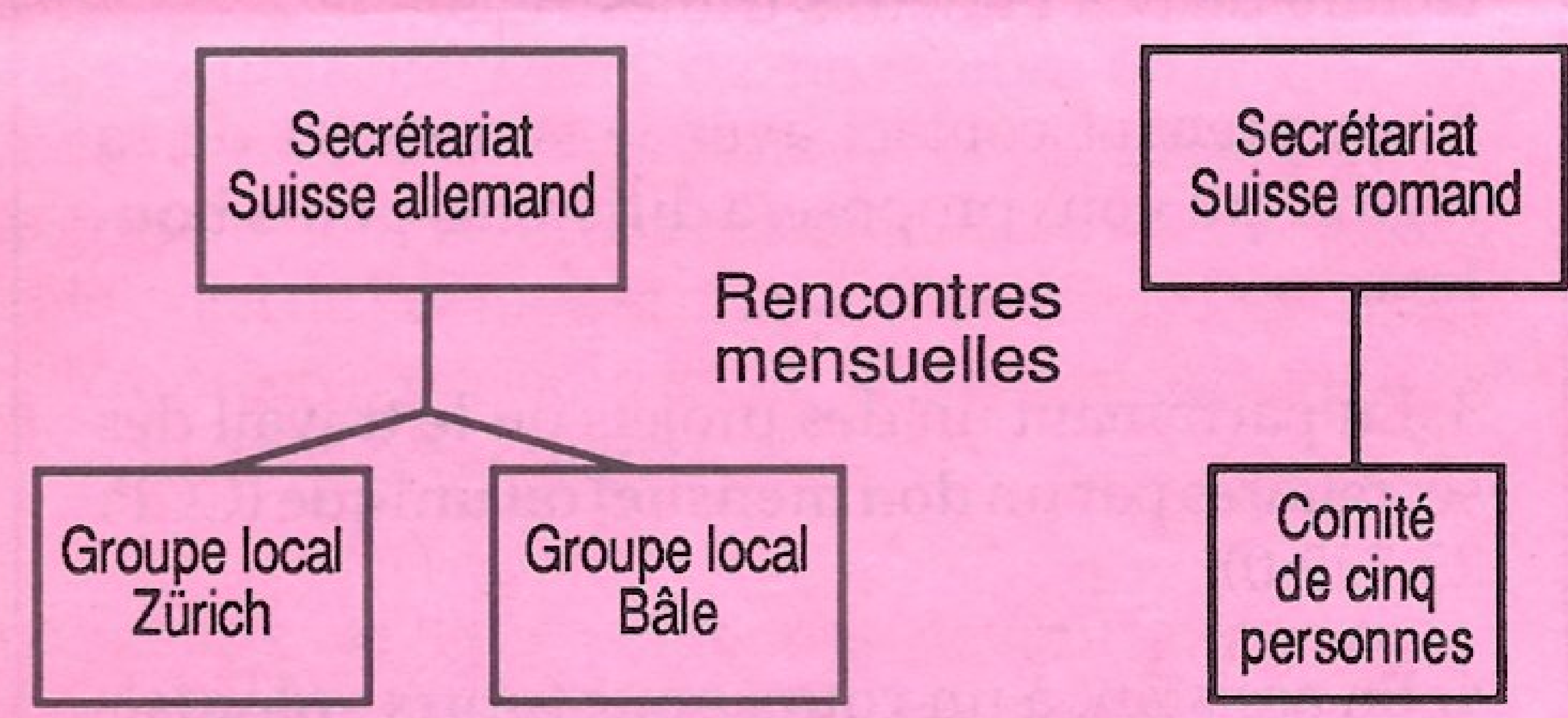


C'est en 1922 déjà que Gandhi avança une proposition analogue à l'occasion de troubles dans les rues de Bombay. Ce projet tomba à l'eau, mais l'idée en fut reprise en 1957 par Vinoba Bhave qui créa alors la Shanti Sena; cette «armée de paix», qui comprenait vers le milieu des années 60 plusieurs milliers de «Shanti Sainiks» entraînés intervenait avant tout lors de troubles locaux, souvent d'origine religieuse.

Structures des BPI Internationales



En Suisse



- *publication d'un bulletin d'information*
- *Conférences publiques*
- *Collaboration avec d'autres organisation et mouvements pour la paix*
- *Récolte de fonds*
- *Encadrement des futurs volontaires et des ex volontaires*
- *Réseau d'urgenge*

Principes

Non-violence

PBI accompagne uniquement les groupes ou les personnes travaillant **pacifiquement** pour le respect des Droits de l'Homme.

Impartialité

PBI se considère comme une troisième force **non-partisane** entre les partis en conflit. Elle n'intervient pas dans la gestion des groupes qu'elle accompagne.

Invitation

PBI intervient généralement dans les pays, à la suite d'une **invitation** ou de **demandes** précises.

Accompagnement

Accompagnement continu (24h/24) ou partiel d'une personne susceptible d'être enlevée ou tuée. Une présence étrangère s'est avérée un élément dissuasif, donc une protection.

Présence dans les locaux d'un syndicat, d'un groupe de femmes, d'une organisation luttant pour les Droits de l'Homme.

Présence aux côtés d'ouvriers en grève réclamant des conditions de travail acceptables.

Accompagnement de hauts responsables d'Eglises, persécutés pour leur engagement aux cîtés des pauvres.

Education à la Paix

Animation d'ateliers ou conférences sur les Droits de l'Homme, la résolution non-violente des conflits,...

Médiation

Instaurer un dialogue entre deux partis en conflit.



Cette petite équipe a rapidement atteint une dizaine de personnes; en l'espace de deux ans, elle a mené un travail considérable, essentiellement dans le domaine de l'éducation à la paix. L'équipe assumait également de nombreuses présences auprès de syndicalistes, groupes de femmes, parents visitant leurs enfants en prison, etc...

Quelques jours après l'offensive lancée en novembre dernier par le FMLN (Front Farabundo Marti pour la Libération Nationale), cinq de nos membres ont été arrêtés dans les locaux de l'Eglise épiscopale, remis à leurs ambassades (certains après avoir été maltraités) et menacés de mort s'ils ne quittaient pas le pays.

Le retour d'une équipe dans ce pays n'est pas exclu, cependant certaines conditions préalables ont été fixées par le Comité des Projets d'Amérique centrale (CAPC).

Une volontaire PBI raconte:

Une membre des PBI raconte son travail d'escorte:

«En alerte! Etre constamment en alerte. Attentive! Etre continuellement sur ses gardes. Attentionnée, laisser assez d'espace, mais pas trop pour que rien n'arrive.»

Chaque dimanche matin, nous nous rendons dans son village.

Ce matin, comme le soleil apparaissait au-dessus des collines, sa fille et moi sommes allées à la messe. De ma place, je voyais la porte d'entrée de la maison. Sa femme nous avait rejointes discrètement. Elle aussi avait vu la camionnette aux vitres réfléchissantes stationner entre l'église et la maison. A l'intérieur, des soldats étaient assis.

La messe continuait... «Jésus ne laisse pas jeter la pierre à la femme adultère...» Mais mon attention allait à la rue. J'avais l'estomac noué. Quand la messe s'est terminée, nous sommes sorties en même temps que tout le monde, passant à côté de la camionnette et des deux individus en uniforme qui nous regardaient. Une fois de retour dans la maison, saines et sauves, je réalisai que même ici, dans une petite ville rurale, il n'y avait pas de trêve pour un dirigeant syndical et sa famille.

Pendant la semaine, je l'accompagne dans la capitale. Quand nous quittons son bureau, nous regardons autour de nous, scrutant les bâtiments voisins. Lorsque nous traversons une rue, je me place entre le trafic et lui. Je vérifie qu'il n'y ait pas de bombe dans la voiture. Quelquefois c'est lui qui conduit, quelquefois c'est moi. Ainsi personne ne sait qui occupera le siège du conducteur. Nous faisons toujours deux fois le tour du pâté de maisons avant de stationner. Des soldats, des voitures suspectes...? Chaque nuit, nous dormons dans une maison différente. Je m'assure qu'il dort dans une pièce arrière de la maison, car une bombe détruirait plus vraisemblablement la façade.

Le travail d'escorte consiste souvent à attendre, assis. C'est une tension perpétuelle entre le tout-va-bien et la terreur. Nous mangeons, dormons, nous levons le matin et allons au bureau; mais la mort est là, toujours présente, elle nous guette et nous espérons simplement que la présence d'une grande blonde, à l'évidence étrangère, sera dissuasive...!

Comment participer?

1. En découvrant le travail des PBI, la situation et l'histoire des pays où nous intervenons, par la lecture de nos bulletins trimestriels.

2. En prenant contact avec le secrétariat de sa région qui vous proposera différents **petits boulots.**

3. En parrainant un des projets ou le travail des secrétaires par un **don mensuel ou unique** (CCP: 23-729-0).

4. En assistant à un **cours pour futurs volontaires**; ils se déroulent généralement dans une communauté de l'Arche en France ou en Espagne.

5. En s'inscrivant dans le **réseau d'urgence**. Ses membres s'engagent à réagir extrêmement vite, selon les cas par une lettre, un télex, un télégramme, lors d'une violence ou d'une menace grave. Les PBI fournissent le matériel nécessaire pour une action rapide et efficace. Le réseau est déclenché entre 4-6 fois par an.

Contacts:

PBI Suisse allemande
Lotti Buser
Bäumlihofstrasse
90 4058 Bâle
061 / 49 75 67

PBI Suisse romande
Marlyse Gehret
Case Postale 2119
2302 La Chaux-de-Fonds
039 / 23 71 61

Structures des BPI Internationales

Assemblée générale (tous les 3 ans)

élit

Directoire*

*1 représentant par continent (pour l'instant: Amérique du Sud, Amérique du Nord, Asie, Europe) et 1 du secrétariat international.

Secrét. intern.

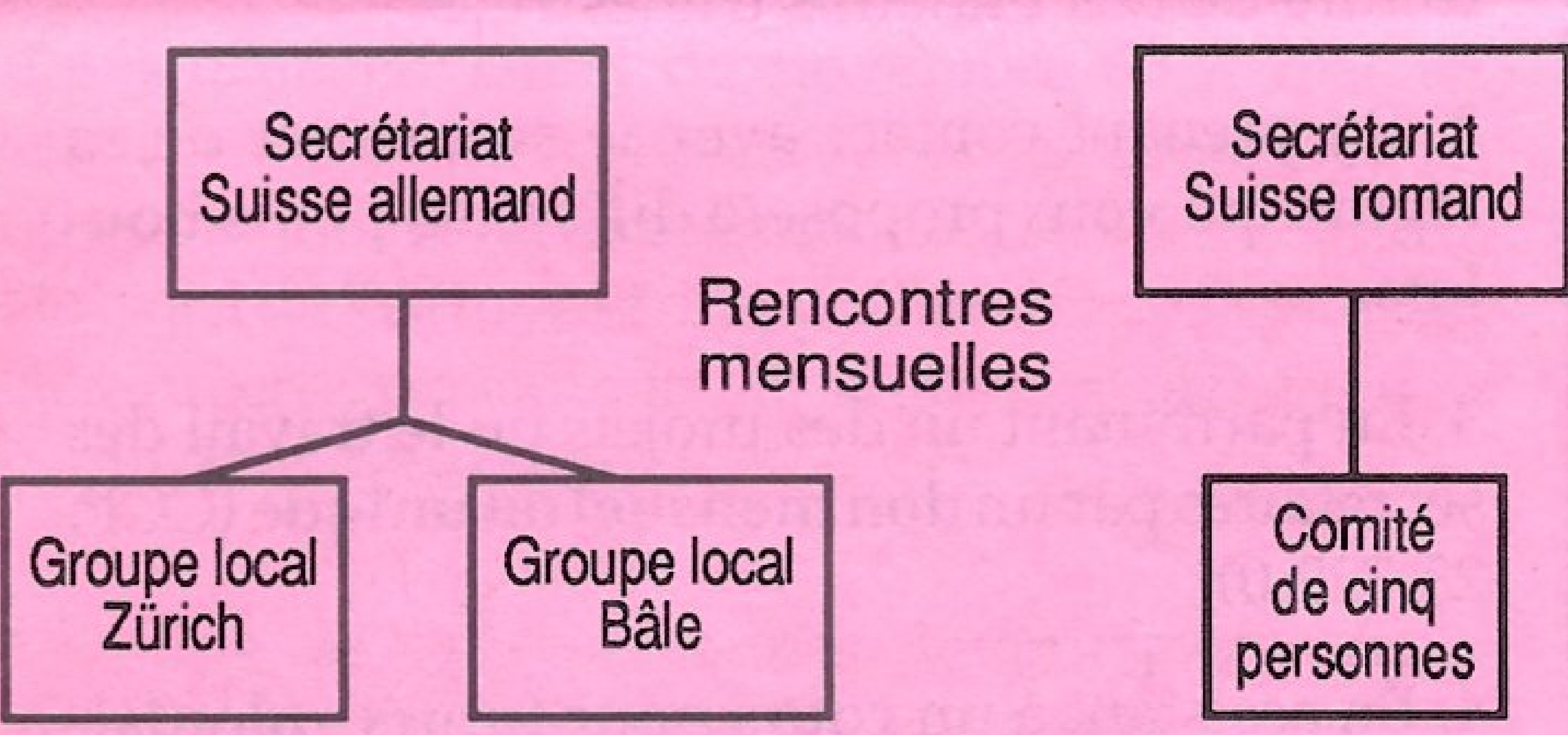
Comité des projets:
- Israël Palestine
- Sri-Lanka
- Amérique Centrale
- etc.

Comité des finances

Comité d'investigation de nouveaux projets

Groupes régionaux:
- CH
- RFA
- F
- USA
- CAN
- I
- E
- NL
- etc.

En Suisse



- *publication d'un bulletin d'information*
- *Conférences publiques*
- *Collaboration avec d'autres organisation et mouvements pour la paix*
- *Récolte de fonds*
- *Encadrement des futurs volontaires et des ex volontaires*
- *Réseau d'urgenge*

Principes

Non-violence

PBI accompagne uniquement les groupes ou les personnes travaillant **pacifiquement** pour le respect des Droits de l'Homme.

Impartialité

PBI se considère comme une troisième force **non-partisane** entre les partis en conflit. Elle n'intervient pas dans la gestion des groupes qu'elle accompagne.

Invitation

PBI intervient généralement dans les pays, à la suite d'une **invitation** ou de **demandes** précises.

Accompagnement

Accompagnement continu (24h/24) ou partiel d'une personne susceptible d'être enlevée ou tuée. Une présence étrangère s'est avérée un élément dissuasif, donc une protection.

Présence dans les locaux d'un syndicat, d'un groupe de femmes, d'une organisation luttant pour les Droits de l'Homme.

Présence aux côtés d'ouvriers en grève réclamant des conditions de travail acceptables.

Accompagnement de hauts responsables d'Eglises, persécutés pour leur engagement aux cìtés des pauvres.

Education à la Paix

Animation d'ateliers ou conférences sur les Droits de l'Homme, la résolution non-violente des conflits,...

Médiation

Instaurer un dialogue entre deux partis en conflit.



Budget 1990

Nos finances vont vraiment mieux parce que vous avez répondu à nos appels d'urgence et parce que des organismes nous ont prêté main-forte.

Bien entendu nous avons besoin de votre fidélité, nous n'allons pas vous dire vous pouvez garder votre argent. Non, il est encore le bienvenu. Il nous permet de faire face et d'inventer de nouvelles démarches.

Merci de nous permettre de garder une bonne respiration.

---

* Il y a une grande amélioration des contributions de la D.D.A. qui participe maintenant aux frais d'indemnité de vie et qui a réadapté à l'indice du coût de la vie ses prestations ce qui n'avait pas été fait depuis 4 ans.

** B.A.T. a dû démultiplier ses organisations pour mieux répondre aux besoins. Elle coûte plus cher, de 2x1/2 temps et 1x1/4 temps, il y a maintenant 4x1/2 temps, ce qui permet une meilleure information et en principe une meilleure prise en charge par B.A.T. elle-même. 1990 = année expérimentale.

Dépenses		
Frais pour les volontaires		
(assurances, voyage, indemnité de vie, préparation	264'000.–	
Formation	6'000.–	
Frais fonctionnement de B.A.T. (bourse à travail)	113'300.–	
Frais permanents GVOM 2x1/2 temps	38'100.–	
Frais interrogation impression+expédition	22'600.–	
Solidarités diverses		
Quart monde Renens, Projet formation et travail,		
Soutien ANN, Actions ponctuelles	24'500.–	
Réserve imprévus, volontaires et autres	30'000.–	
Administration	5'700.–	
Recettes		
Dons particuliers soutien des volontaires		
espéré		9'000.–
Dons participation membres GVOM		24'000.–
Campagnes diverses + Dons		
espéré		16'000.–
Abonnements «Interrogation» (les abonnements sont libres)		
espéré		10'000.–
Participation D.D.A. (Confédération)		
espéré		* 340'000.–
Contribution Département missionnaire		20'000.–
Participation sur Nicaragua OSEO		6'000.–
Contribution BAT sur ses activités		** 60'000.–
Total	**504'200.–**	**495'000.–**
Total dépenses	**504'200.–**	
Total recettes	**495'000.–**	
Reste	**9'200.–**	

mais c'est en tenant compte de la fidélité de tous.

Cherchons pour la Bourse à travail (B.A.T.)

Une secrétaire bénévole habitant la région lausannoise pour quelques heures par semaine à organiser selon convenance (évidemment).

Nous cherchons une secrétaire bénévole ET qui soit expérimentée (nous sommes «gonflés» mais coincés dans notre travail).

Merci de prendre contact avec B.A.T., 6, rue Curtat, 1005 Lausanne, tél.: 021/23 62 33

L'Association des familles du Quart Monde de l'Ouest lausannois, à Renens, cherche

Une secrétaire à temps partiel

(40%, salaire mensuel net: 1200.-)

pour divers travaux de dactylographie, prise de procès-verbaux, classement, délégation de tâches à une petite équipe de bénévoles, etc.
Entrée en fonction au 1er mai 1990 (deux ans minimum).
Prière d'envoyer les offres de service écrites, accompagnées d'un curriculum vitae à:
Daniel Trinkler – Beau Site 12 – 1004 Lausanne

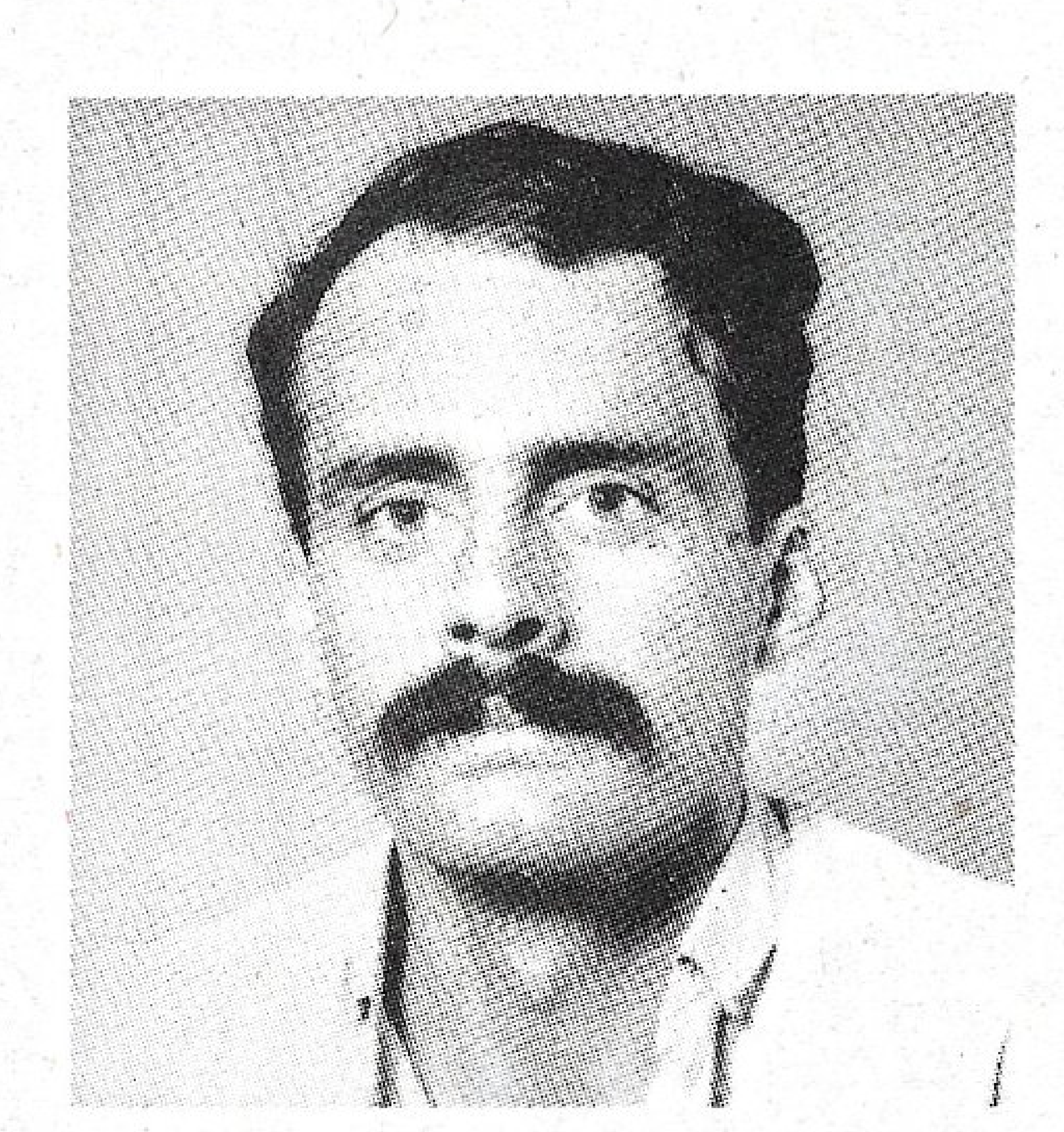


Du nouveau au secrétariat romand de Fribourg!

Tous les membres FSF, actuels et anciens, savaient par une lettre qu'ils avaient reçue en mars 1989, que la succession du secrétariat général était ouverte.

Le comité FSF a choisi Agnès Jubin et Pierre-Yves Maillard pour reprendre les tâches de Chica et Bernard Bavaud. En guise de première présentation, nous publions la lettre que Chica et Bernard ont adressée récemment aux employeurs des volontaires FSF dans le tiers monde:





Fribourg, le 21 février 1990

Le 1er mars 1990, les soussignés remettront leurs fonctions de permanents du mouvement Frères sans Frontières à Madame Agnès Jubin, ancienne volontaire au Cameroun, et depuis 1978, secrétaire au Secrétariat romand FSF à Fribourg ainsi qu'à Monsieur Pierre-Yves Maillard, ancien volontaire FSF en République Centrafricaine, et jusqu'au début février de cette année, délégué du CICR au Liban.

Nous vous prions de reporter sur Agnès et Pierre-Yves la confiance et l'amitié que vous nous avez toujours témoignées durant ces 10 ans de dialogue avec les peuples que vous servez.

Nous tenons à vous remercier de votre collaboration et de votre souci de servir d'abord les plus pauvres dans la justice et pour un monde plus fraternel.

Dorénavant, toujours à Fribourg, Marie-Françoise travaillera comme infirmière dans un home médicalisé pour personnes âgées et Bernard se formera comme stagiaire-journaliste à l'agence de presse internationale catholique APIC-KIPA.

Nos 6 années de volontariat vécues dans le diocèse de Crateus au Brésil et les dix ans au secrétariat nous ont profondément marqués et enrichis. Le cheminement souvent douloureux de nos frères du tiers monde, mais aussi leur espérance, continueront de nous habiter et de nous garder ouverts et engagés avec eux, nous le souhaitons.

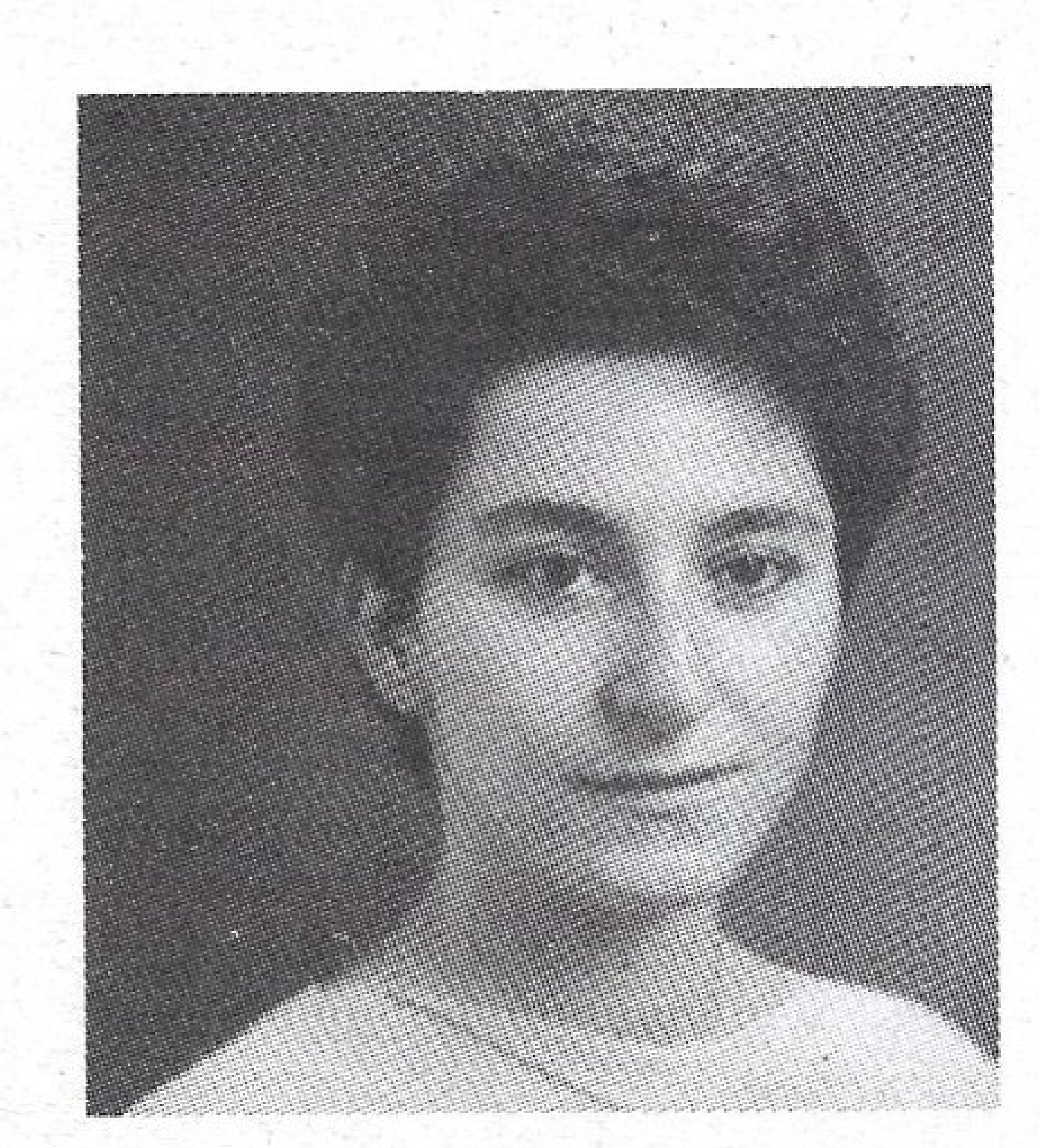
En vous redisant notre amitié, nous vous remercions de l'appui que vous manifestez aux volontaires qui travaillent auprès de vous et nous vous envoyons nos voeux de bonheur pour vous-mêmes et pour les peuples d'Afrique et d'Amérique latine.

Les secrétaires généraux: Marie-Françoise et Bernard Bavaud

Elles sont parties...

Le 25 janvier 1990, Elena ALBERTINI et Fausta DAL MOLIM, infirmières, du mouvement Solidarietà Terzo Mondo, ont quitté le Tessin pour Buenventura en Colombie. Dans le cadre de l'Instituto Matio Mulumba, elles travailleront principalement à l'animation sanitaire et l'accompagnement et la formation des promoteurs de santé.





Leur adresse:
Instituto Matio Mulumba
Apartado 671
BUENAVENTURA, Colombie



Le 16 février 1990, Jeannette LUESCHER, éducatrice d'Ostermundigen, a rejoint la paroisse San Lorenzo, près de Tarija, en Bolivie. Elle accompagnera, au sein de l'équipe d'éducation populaire, les groupes de femmes des communautés paysannes et participera aussi à des cours d'alphabétisation.

Son adresse: Parroquia San Lorenzo – Casilla 1342 – Tarija, Bolivie

---

Décès

En février 1990:

Madame Marie-Thérèse SCHMIDT-BECK, mère et belle-mère de Véronique et Philippe CUEREL-SCHMIDT, actuellement volontaires au Rwanda.

Madame Irma THEYTAZ, mère et belle-mère d'Elisabeth et Pierre STEFFE- THEYTAZ, anciens volontaires à Madagascar.

Monsieur Michel MOOS, frère d'Alphonsine MOSS, ancienne volontaire au Cameroun.

Madame Madeleine JORDAN-GRENON, soeur de Marthe GRENON, ancienne volontaire à Madagascar.



Deux dates à retenir

Parmi vous, il y a sûrement quelques personnes qui se demandent depuis un temps à quoi ça ressemble, Eiréné et «les Eiréniques». Eh! bien, regardez dans vos agendas si l'une des dates suivantes pourrait vous permettre d'assouvir votre curiosité:

Pentecôte, 2-4 juin 90
Notre branche organise la rencontre internationale d'Eiréné. Nous serons donc une bonne centaine au Centre du Louverain (les Geneveys- sur-Coffrane, entre Neuchâtel et La Chaux-de-Fonds), à jouir du plaisir de la rencontre tout en réfléchissant activement sur **deux thèmes: «droits de la terre», et «droits des hommes».**

Le premier sera l'occasion de faire le point sur nos rapports au sol, à la terre, dans toutes les dimensions de notre vie quotidienne, ainsi que de distinguer «droits à la terre» et «droits de la terre». Le deuxième thême sera illustré par l'action des **Brigades de Paix Internationales** pour la préservation des droits de l'homme: témoignages de deux exbrigadistes au Guatemala, possibilités de soutien, etc., déboucheront aussi sur ce que représente et peut représenter l'action non-violente pour nous, Eiréné.

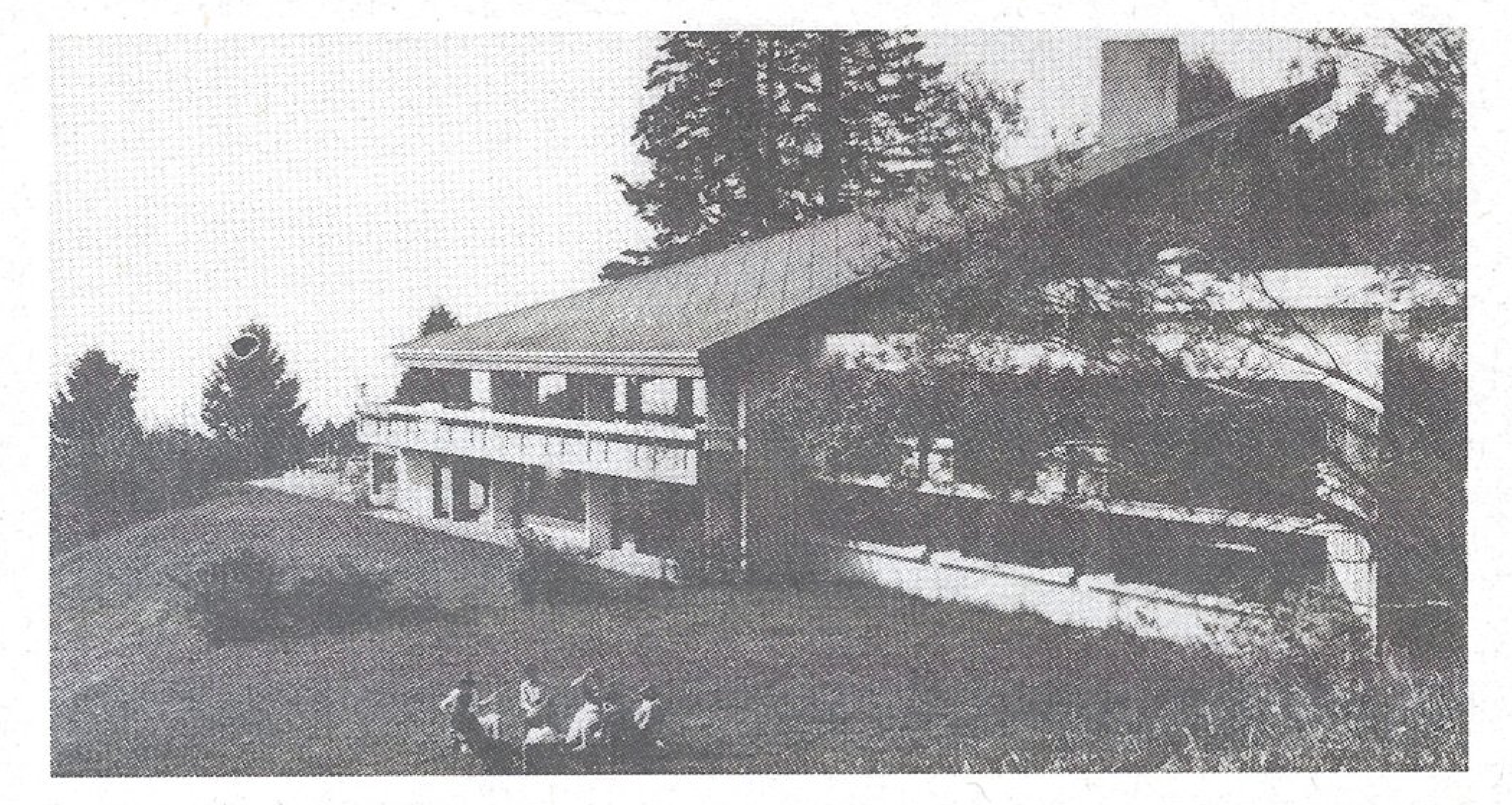
En ouverture, samedi soir: le film **«Amazonie, une forêt à abattre»** (filmé pour Temps Présent en 1984), excellent exemple de violations multiples et répétées des droits, tant de la terre que des hommes qui l'habitent.

Et en vedette, dimanche soir: une conférence (toujours «Droits de la terre», «droits des hommes») de **Pierrette Birraux**, géographe genevoise spécialiste des populations autochtones (donc d'une certaine conception de la terre) et, en particulier, des Yanomami de l'Amazonie, l'une des populations souffrant le plus des violences montrées par le film de la veille. Film auquel Pierrette Birraux a d'ailleurs participé, comme chercheuse...

Une garderie est assurée.
Renseignements et inscriptions (le plus vite possible, les places étant limitées!) au 021 / 26 25 05 ou au 039 / 36 11 35.

28 et 29 avril 90
L'autre occasion de nous rencontrer, plus intime, plus familiale aussi, est le week-end où nos branches suisses et françaises vont mener parallèlement leurs assemblées générales 90. Ça, c'est pour le samedi après-midi. Le soir, et tout le dimanche, seront réservés à des activités plus détendues (non fixées à ce jour) et, surtout, à la libre rencontre des participants. Le week-end a lieu à **Morestel,** non loin de Lyon.

Inscriptions (jusqu'au 10 avril) et renseignements au 021 / 26 25 05 ou au 039 / 36 11 35.



Le Centre du Louverain

Un prix pour l'ASSAILD

Vous souvenez-vous de l'ASSAILD, cette organisation-réseau d'autopromotion que nous décrivait Geneviève Pilet, volontaire d'Eiréné au Tchad, dans Interrogation no 4/89?

Alors, vous aurez plaisir à savoir qu'en décembre, cette organisation s'est vu décerner le prix «Chandra Soysa» par l'IRED (Innovations et Réseaux pour le Développement, une association internationale). Ce prix se compose de trois volets: une enveloppe de 600000 F CFA, la prise en charge d'un voyage d'études dans un autre pays pour un ou plusieurs cadres de l'ASSAILD, enfin le financement d'une publication spéciale destinée à faire connaître à l'extérieur l'expérience de l'ASSAILD.

Plus encore que la récompense matérielle, c'est la reconnaissance d'une vision du développement, et la crédibilité qu'elle confère à l'ASSAILD, qui font de cette distinction une très grande joie et un très grand honneur, non seulement pour l'ASSAILD, mais aussi pour Eiréné qui l'a soutenue à travers Geneviève Pillet.



Colombie: vous avez dit «lutte contre la drogue»?

Même si c'est tardivement, il nous paraît important de publier de larges extraits du communiqué international émis, en octobre 89, par une dizaine d'associations et comités colombiens luttant pour les droits de l'homme. Ce texte apporte en effet de nombreux éléments permettant de voir plus loin que la version officielle ressassée par les médias habituels.

Les assassinats du candidat libéral à la présidence de la République Luis Carlos Galan, du magistrat Carlos Valencia Garcia et du colonel Waldemar Franklin Quintero provoquèrent de la part du gouvernement l'expédition de décrets et de mesures répressives dans le cadre d'une «déclaration de guerre aux trafiquants de drogue», auteurs intellectuels et matériels de ces faits que le pays regrette et condamne.



Un Cocaïer (Erythroxylon coca)

Cette même situation a été mise à profit devant la plupart des pays du monde pour rechercher un appui international à la «démocratie colombienne», attaquée aujourd'hui par les forces du narcoterrorisme.

Plusieurs gouvernements étrangers ont manifesté leur solidarité avec le gouvernement colombien. Parmi ceux-là on trouve particulièrement le gouvernement Bush, qui a offert de l'aide sous différentes formes. Cette aide se présente sous forme de crédits destinés à l'économie mais aussi sous forme d'assistance militaire.

(...)

La déclaration de guerre du gouvernement, les formes d'appui international et l'image déformée qu'on a à l'étranger de la réalité colombienne, imposent aux organismes de droits de l'homme la présentation de notre point de vue sur la situation actuelle. Ceci dans l'intention de donner à la communauté internationale les moyens suffisants pour définir sa solidarité avec la Colombie.

Un Etat au-dessus de tout soupçon?

Selon des informations du magazine *Semana*, (No 382, p. 21), les décrets émis et les décisions prises par le gouvernement Barco étaient préparés depuis le mois de janvier 1988, date à laquelle fut assassiné à Medellin le Procureur Général Carlos Mauro Hoyos. On se demande pourquoi les dites mesures n'ont pas été prises déjà à l'époque et on a attendu jusqu'à maintenant. Le même magazine répond: «Parce qu'il y avait des réticences à l'intérieur du Conseil des ministres».

Plus grave encore. Durant le mois de juin lors de l'attentat contre le Général Maza Marquez directeur du DAS (Police secrète colombienne) celui-ci remit au gouvernement ce qu'on a appelé les «documents Wanumen». Dans ces documents on démontrait que le Conseil des ministres était infiltré par des agents des trafiquants dont la mission était d'empêcher que le gouvernement appliquât le traité d'extradition entre la Colombie et les Etats-Unis.

La décision du gouvernement de commencer à lutter contre les trafiquants ne peut pas cacher que le gouvernement, l'Etat, le congrès, la classe politique et d'importants secteurs de l'économie, sont, par action et par omission, responsables avec les narcotrafiquants d'avoir permis plusieurs des expressions de la violence qui existent en Colombie.

Aujourd'hui nous devons dire à nouveau aux organismes qui défendent les droits de l'homme dans le monde entier que la guerre sale est menée en Colombie par l'intermédiaire d'organismes étatiques, en accord avec les groupes armés des trafiquants et avec les groupes d'autodéfense et de paramilitaires. C'est ce qui découle des nombreuses dénonciations faites devant les organismes de l'Etat et selon les rapports officiels du gouvernement lui-même. Ces rapports montrent l'ampleur sans limite de la méconnaissance des principaux droits reconnus universellement à la condition humaine de la part de membres des forces armées et des services secrets de l'Etat. Pour soutenir ces affirmations il suffit de citer quelques-uns des derniers documents tels que le rapport du DAS (Police secrète) sur la formation et l'existence de groupes de sicarios (tueurs à gages) et sur les écoles pour la formation de paramilitaires dans la région du Magdalena Medio. De même on peut aussi mentionner les déclarations de l'ex-agent de la DIJIN (Organisation secrète de la police) Ricardo Gomez Mazuera qui rend compte des agissements de militaires et de policiers contre les droits de l'homme et en dehors de la loi.

(...)

La nouvelle expression de l'autoritarisme

Avec la déclaration formelle de «guerre au trafic de drogue», le gouvernement a mis en route une série de mesures allant dans ce sens; mais aujourd'hui nous devons dénoncer que les dites mesures ne sont pas efficaces dans une telle «guerre» et qu'elles ne se dirigent pas seulement contre le trafic de drogue. Les faits survenus en janvier 1988 conduisirent à l'émission des Décrets connus sous le nom de «Pour la défense de la Démocratie» et bien qu'ils furent motivés par les assassinats liés au trafic de drogue, ils avaient comme but d'éliminer les délits politiques, de restreindre le droit de défense, de nier les droits démocratiques à la protestation et à la différence. L'ambiguïté de la définition du terrorisme a amené au fait que des dirigeants populaires, des manifestants étudiants, des militants



paysans et syndicaux ont été arrêtés pour avoir exprimé leurs luttes et pour aspirer à acquéririr leurs nécessités. Selon les faits disponibles pour 1988 il est surprenant de voir que seuls 26 guérilleros furent blessés durant les affrontements avec l'armée alors que 565 d'entre eux furent tués - environ 22 morts pour chaque blessé - ce qui semble indiquer l'existence d'une stratégie d'extermination de la part des forces de l'ordre en Colombie.
Nous pouvons résumer les ultimes mesures prises par le gouvernement ainsi:

– Il met en route les mécanismes permettant l'extradition par voie administrative; il étend la peine de prison aux prête-noms, il confisque les biens dont on présume qu'ils ont été acquis avec l'argent de la drogue, toute personne interrogée devant faire la preuve de la légalité de l'acquisition de ses biens. A côté de ces mesures, il en émet d'autres qui limitent les droits et les lieux d'action politique de groupements populaires.
– En relation avec les délits politiques de rébellion et de sédition, et dans le même temps où progressent les conversations de paix avec les guérillas, il augmente les peines et suspend le bénéfice contenu dans l'article 127 du Code pénal selon lequel les rebelles et les séditieux ne sont pas soumis à peines pour les délits publics commis au cours des combats, si ceux-ci ne constituent pas des actes de férocité, de barbarie ou de terrorisme. Il restreint plus encore le droit à la défense, modifiant le terme de telle manière que la police, l'armée et les organismes secrets puissent maintenir arrêtés et sans moyen de communiquer avec l'extérieur n'importe quel citoyen n'ayant pas droit à l'Habeas Corpus.
– Il est nécessaire de se souvenir que la Colombie présente l'un des plus haut chiffre de disparus dans le monde, et que ces restrictions facilitent cette pratique illégale, étant donné que l'impossibilité pour le détenu de communiquer avec l'extérieur a servi de cadre d'impunité aux violations des droits de l'homme et qu'elle a été une condition favorable à la pratique de la torture; pour la disgrâce de la colombie l'histoire est remplie d'exemples de ce type.
– Le gouvernement modifie la procédure pénale, supprimant les jurés et établissant des ébauches de justice secrète (interdiction d'envoyer des copies et dissimulation du nom du fonctionnaire qui prend les décisions); de même il établit des normes de travail allant à l'encontre de la carrière juridique en permettant au juge de suspendre ses subalternes.



Le poste de police d'Uchiza, mitraillé par le Sentier lumineux

A la dynamique imposée par le gouvernement s'ajoutent d'autres mesures de caractère local visant spécifiquement à restreindre les garanties civiles et politiques de la population, comme à Medellin (couvre-feu) et à Bogota (interdiction d'organiser des marches, grèves ou tout autre type de regroupement public ou populaire).

La solidarité dont a besoin la Colombie

La guerre contre le trafic de drogue ne doit pas cacher la responsabilité de l'Etat dans la violation des droits de l'homme. Elle ne doit pas justifier non plus l'autoritarisme étatique croissant. Elle ne doit pas justifier l'intervention étrangère qui non seulement blesse la souveraineté nationale mais aggrave la situation colombienne. En résumé, les milieux progressistes de la communauté internationale ne doivent pas accepter la version selon laquelle en Colombie un gouvernement légitime est en guerre contre le trafic de drogue, car cela conduit à un appui inconditionnel à l'Etat au lieu d'épauler les luttes démocratiques pour les droits de l'homme; car c'est de la solidarité envers sa lutte que le peuple colombien a besoin.

Aussi simple que cela puisse paraître, la solidarité envers la Colombie doit se tourner vers le peuple et non vers le gouvernement. C'est le peuple qui a souffert de la guerre sale et qui continue d'en souffrir. Pendant que le gouvernement émettait des décrets, on a assassiné des militants de l'Union Patriotica; on a attaqué des résidences de dirigeants syndicaux et on a arrêté sans raison le Président National de la ANUC (organisation paysanne) Tulio Olivera. Pendant qu'on signe des décrets les populations de Yondo, Remedios, Segovia, Zaragoza, Tame et Arauquita sont soumises à de constants bombardements et harcèlements de la part des troupes officielles sous prétexte de poursuivre des guérilleros, raison pour laquelle des milliers de paysans se sont vus forcés à l'exode en abandonnant leurs biens.
La solidarité internationale avec le peuple colombien doit accueillir dans ses propositions les exigences suivantes:

– Condamner toute forme d'intervention étrangère dans le conflit colombien qu'elle soit militaire ou politique dans la mesure où elle blesse la souveraineté nationale et aggrave la crise actuelle.

– Exiger des organismes internationaux de défense des droits de l'homme qui ont des programmes de visite dans le pays qu'ils

accomplissent les programmes prévus; en même temps ils doivent promouvoir des enquêtes impartiales sur la situation réelle de la guerre sale.

– Réclamer au gouvernement colombien des explications précises sur les activités des mercenaires israéliens, anglais et autres qui opèrent en Colombie. Demander de la clarté sur les liens avec le trafic de drogue, les groupes paramilitaires, les membres des institutions de l'Etat et les différents secteurs de l'économie nationale.

– Exiger du gouvernement colombien le nettoyage des forces militaires et de police, le renvoi et le châtiment de tous les membres compromis dans la guerre sale et avec les groupes paramilitaires et d'auto- défense, avec les bandes de tueurs et avec les organisations de narcotrafiquants.

– Exiger la dissolution des groupes paramilitaires et d'autodéfense et des bandes de tueurs à gages sur lesquels le gouvernement a reconnu détenir d'amples informations qu'il doit rendre publiques.

– Demander au gouvernement colombien le respect et le financement de refuges pour les exilés internes de la guerre sale et des bombardements sans discrimination; de même il faut lui exiger l'indemnisation de ces victimes et l'application du Droit International Humanitaire.

– Refuser avec force la violence produite par le trafic de drogue et la chaîne des victimes innocentes qu'elle entraîne.

– Exiger le respect des droits de l'homme, politiques et économiques de la population civile, et pour ceci la suspension des décrets qui violent ces droits, en particulier ceux qui enlèvent aux organisations et groupements sociaux et politiques le plein exercice de leurs droits de mobilisation et d'expression.



Le blé, l'oseille, le café ou la coca...

Le revers de la médaille

(...)

Selon quelques analystes l'intérêt du gouvernement à éradiquer le trafic de drogue n'est pas très clair. Il semblerait que les actions entreprises soient orientées non seulement vers l'arrêt des excès des quelques «capos» mais aussi vers la répression de mouvements populaires, le démantèlement ou la limitation d'espaces démocratiques. En même temps le gouvernement se préparerait à affronter militairement la guérilla avec des actions d'une plus grande envergure que celles menées jusqu'à maintenant. Ces appréciations sont soutenues par les arguments suivants:

a) Les actions militaires et publicitaires ont été menées tout particulièrement contre le *Cartel de Medellin*, tandis que ses concurrents du *Cartel de Cali* ont été touchés dans une moindre mesure. Ceci peut s'expliquer par le fait que le deuxième cartel n'a jamais fait face à l'Etat mais qu'il cherche sa part de pouvoir par d'autres moyens.

b) Le fondement économique de la production, distribution et consommation de drogues n'a jamais été combattu sérieusement par le gouvernement colombien et encore moins par celui des Etats-Unis, principal consommateur de drogues. C'est ainsi qu'on n'a pas touché à de nombreuses industries et entreprises que l'on sait soutenues financièrement avec de l'argent de la drogue. On n'a pas non plus bloqué les comptes bancaires et encore moins formulé une politique à long terme pour créer des conditions pour que les cultivateurs de la feuille de coca substituent leurs plantations. Sur le plan social rien n'a été fait et il n'y a pas non plus de projet pour combattre le chômage.



c) La branche politico-militaire des trafiquants, alliée aux grands propriétaires terriens, aux chefs d'entreprise et aux militaires, n'a pas été touchée non plus. Nous faisons référence à des groupements tels que l'ACDEGAM (Association de paysans et éleveurs de bétail du Magdalena Medio), le mouvement politique *Morena* (extrême droite composé par des paramilitaires) et les groupes paramilitaires eux-mêmes.

Dans le même sens il est toujours étonnant de constater qu'à la première de ces organisations (ACDEGAM), on n'a pas encore retiré sa licence de fonctionnement malgré l'implication de bon nombre de ses cadres dans des massacres de travailleurs et de dirigeants syndicaux. En ce qui concerne les bandes paramilitaires les actions menées par le gouvernement ont été très limitées, seul un des dirigeants a été arrêté, et les militaires liés avec ces bandes n'ont même pas été suspendus de leurs fonctions. La présence de mercenaires britanniques et israéliens en qualité de conseillers militaires n'a pas entraîné de réaction de la part du gouvernement, même si l'on sait, selon les déclarations de l'un d'entre eux (Yair Klein), qu'ils sont entrés illégalement dans le pays et qu'ils ont eu des contacts avec des hommes d'affaires et de hauts dignitaires de l'Etat.

Pour conclure il paraît paradoxal que le gouvernement, avec le prétexte de combattre l'extrême-droite se soit déplacé vers la droite en militarisant la vie civile et en démantelant l'Etat de Droit, en abusant des recours que lui donne l'état de siège. Toutes les mesures prises par le gouvernement lui on fait gagner un ample appui international et en même temps il a réussi à déplacer l'attention qui était portée avant sur les violations des droits de l'homme et ses possibles responsabilités dans ces violations.

(...)

Comités Colombie:

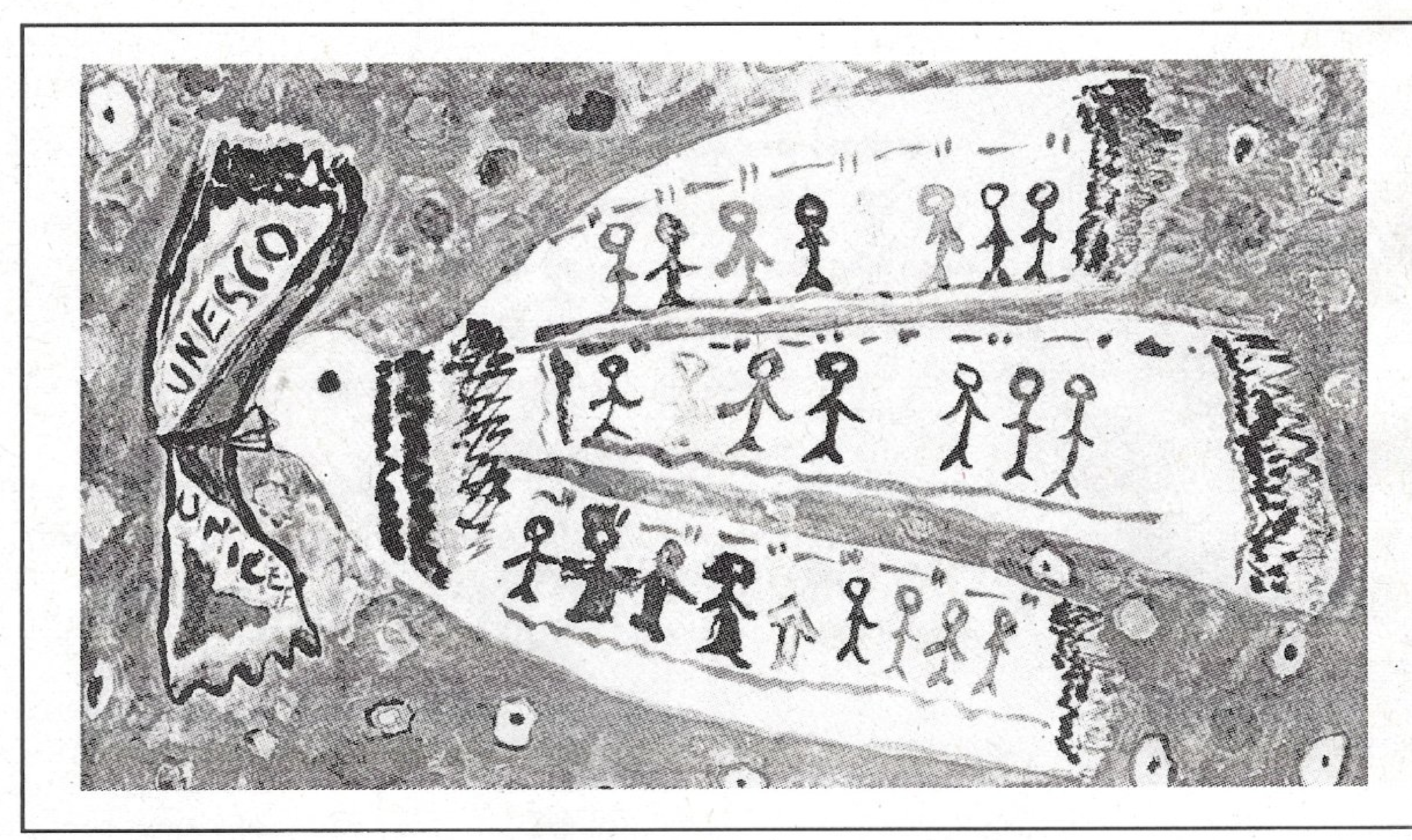
Case postale 581
1700 Fribourg

Case postale 1657
2000 Neuchâtel

DIS!... TU M'ÉCOUTES?

Tiré de «Si tous les enfants du monde»... ou «Ce que je ferais pour améliorer le monde», par les enfants de plus de cinquante pays.

Présenté par Roger Gicquel



Dragomir Laurentiu, 12 ans, Roumanie

Regardez!
Une colombe blanche!
Ses ailes brillent de la pure lumière de la liberté!
Oh, cher monde!
Sois gentil et bon,
Ne salis pas et ne brise pas
Les ailes pures de ma colombe!

Et, je vous prie, regardez une fois encore
Le vol blanc de la colombe
Et regardez-vous avec confiance.
S'il vous plaît,
Ne blessez pas son tout petit coeur
Et aidez-la à voler plus gracieusement,
Plus tranquillement,
Plus audacieusement...

Frangulea Daniela, 15 ans, Roumanie

J.A.

Rédaction:
Av. Juste-Olivier 11
CH-1006 Lausanne
CCP 10-10580 - 2

EIRENE
Service chrétien international pour la paix
Comité suisse
CP 2262
CH-2302 La Chaux-de-Fonds
CCP 23-5 046 - 2

FSF
Frères sans frontières
Grand-rue 34
CH-1700 Fribourg
CCP 17-7786 - 4

GVOM
«La Joliette»
Chemin des Bolets
CH-2013 Colombier
CCP 10-20968 - 7

Changement d'adresse: prière de l'annoncer directement au Mouvement concerné

INTERROGATION parait huit fois par année.
Il est adressé aux membres de nos organismes selon les statuts

Impression / composition: Imprimerie Glasson SA - Rue de la Léchère 10
CH-1630 Bulle